

NON À LA VIDÉOSURVEILLANCE DANS NOS QUARTIERS !

Un système dangereux pour les libertés, inefficace et coûteux

Le gouvernement a confirmé récemment sa volonté de « tripler en deux ans le nombre de caméras sur la voie publique », renforçant ainsi sa politique sécuritaire. Le plan « 1 000 caméras à Paris » en fait partie. La mairie de Paris, qui y est favorable, participera à leur financement. Le débat se limite à une « concertation » sur les lieux d'implantation. Or, un vrai débat démocratique ne peut se situer là, car le recours croissant à ce soi-disant remède miracle au sentiment d'insécurité pose de nombreux problèmes.

La vidéosurveillance ne fait que déplacer la délinquance, elle ne l'empêche pas

Un rapport du Ministère de l'Intérieur montre qu'il n'y a pas de baisse des chiffres de la délinquance par la vidéosurveillance : l'impact des caméras est faible, jamais durable et vite contourné (enquête du *Parisien*, 4 septembre 2006). En Angleterre, pays pourtant champion en la matière, la vidéosurveillance n'a pas empêché les attentats et n'a pas davantage conduit à une baisse des délits mais à leur déplacement. Les caméras permettent seulement aux élus de montrer à leurs électeurs qu'ils « font quelque chose ».

La vidéosurveillance ignore les causes réelles de la délinquance

En effet, la délinquance ne dépend pas de la surveillance, elle a en réalité des causes profondes qui tiennent aux conditions sociales et à la qualité de la vie, au bien-être dont bénéficie ou non la population entière, et non à un projet de surveillance qui distille de la peur.

La vidéosurveillance porte atteinte aux libertés individuelles et à la présomption d'innocence

L'enregistrement d'une image d'une personne sans son consentement est une atteinte à sa vie privée, protégée par la Déclaration européenne des Droits de l'Homme et par l'article 9 du code Civil. La vidéosurveillance permet à tout moment de suivre les allées et venues de chacun et peut être utilisée à des fins illégitimes. Grâce à elles, certaines entreprises surveillent les délégués syndicaux et le personnel, certains régimes autoritaires traquent leurs opposants politiques. On nous assène ce qui paraît le bon sens : pourquoi s'opposer à la vidéosurveillance si on n'a rien à se reprocher ? Mais un principe de justice élémentaire veut que toute personne soit considérée innocente jusqu'au jour où il est établi qu'elle est coupable. La vidéosurveillance inverse la situation : toute personne filmée devra prouver qu'elle n'est pas en cause. Tout le monde devient fautif ou suspect potentiel.

La vidéosurveillance

est une réponse technique coûteuse et inadaptée

La vidéosurveillance participe à la destruction du lien social. C'est une réponse illusoire, tant au sentiment d'insécurité qu'à la question de « l'insécurité ». Elle est un renoncement à trouver des solutions utiles à long terme. On ne répond pas avec des machines au mal-être et à la souffrance des gens dus à l'insécurité sociale.

Dans nos arrondissements, il faut : des services publics qui font lien avec la population et qui garantissent l'accès de tous aux droits sociaux fondamentaux, des équipes d'animateurs et de travailleurs sociaux, des structures pour les jeunes, et des associations de quartier reconnues et soutenues dans leur action.

C'EST POURQUOI NOUS APPELONS LES PARISIENNES ET LES PARISIENS

**à s'opposer à l'installation des caméras
et à exiger le retrait d'un tel plan,**

**à exiger un débat public avec l'ensemble
des habitants sur cette question,**

à signer la pétition destinée au maire de Paris.

en ligne sur :

<http://www.paris-sans-vidéosurveillance.fr>
cdl-paris@laposte.net



**Collectif
Démocratie
et Libertés**

Pour un Paris sans caméras de surveillance

LES MEMBRES DU CDL : ACT-UP (Paris), Association pour l'Estampe et l'Art Populaire (20^e), ATTAC (12^e), Collectif de Vigilance pour les droits des étrangers/RESF (12^e), Comité Métallos (11^e), Commune Libre d'Aligre (12^e), Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Initiatives Pour un Autre Monde, LDH (Paris), MRAP (Paris), La Coopérative (café culturel équitable, 18^e), Le Moulin à café (café associatif, 14^e), Les Amis de Tolbiac/le Barbizon (13^e), Les VERTS (Paris), l'Ogresse-théâtre de marionnette (20^e), NPA (Paris), PCF (Paris), PG (Paris), Souriez vous êtes filmés, SUD-PTT (12^e), SUD-Ville de Paris, Union Syndicale Solidaires (Paris), Urbanisme et démocratie (association de quartier 14^e)...